

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

**Vie de la société**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 34 (1893), p. 301-314

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1893\\_\\_34\\_\\_301\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1893__34__301_0)

© Société de statistique de Paris, 1893, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

# JOURNAL

DE LA

## SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

---

N° 8. — AOUT 1893.

---

I.

PROCES-VERBAL DE LA SÉANCE DU 19 JUILLET 1893.

**SOMMAIRE** — Presentation d'un nouveau membre — Nécrologie : M. Jahnson — Presentation d'ouvrages : le Secrétaire général. MM. Yves Guyot, Ducrocq, de Foville et V. Turquan. — Suite de la discussion relative à la communication de M. Alfred Neymarck sur une nouvelle évaluation du capital et du revenu des valeurs mobilières en France : MM. des Essars, Alfred Neymarck et le Président — Communication de M. des Essars sur les exportations d'or aux États-Unis en 1891, 1892 et 1893 ; discussion : MM. de Foville, Mercet et des Essars — Communication de M. Lechartier sur de nouveaux graphiques typographiques.

La séance est ouverte à 9 heures, sous la présidence de M. Adolphe COSTE.

Le procès-verbal de la séance du 21 juin 1893, publié dans le n° 7 du Journal de la Société, doit être complété par la mention de l'élection, à l'unanimité, comme membre titulaire, de M. A. Dubief, secrétaire de la Présidence du Crédit Lyonnais. Cette rectification faite, le procès-verbal est adopté.

Est présenté, pour être soumis à l'élection, comme membre titulaire, dans la prochaine séance, sur la proposition de MM. A. Neymarck et J. Robyns :

M. Louis POINSOT, rédacteur au journal *le Rentier*

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL annonce en ces termes le décès de M. Jahnson :

Nous avons à déplorer la mort d'un de nos plus anciens membres associés, M. Jahnson, directeur pendant plus de vingt ans de la statistique municipale de Saint-Petersbourg. Notre confrère, M. le D<sup>r</sup> Bertillon pourrait, mieux que personne, vous parler des nombreux travaux publiés sous la direction éclairée de M. Jahnson. J'ai pu, moi-même, dans les congrès internationaux, apprécier sa compétence en matière de statistique judiciaire, ainsi que la précision et la clarté qu'il apportait dans nos discussions. Ceux d'entre vous qui ont assisté à la réunion de l'Institut international de statistique à Paris en 1889 ont été à même de se convaincre des sentiments de bienveillance et de bonté qui l'animaient. M. Jahnson sera profondément regretté de tous ceux que les mêmes études avaient mis en rapports avec lui.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL signale, parmi les ouvrages offerts à la Société :

Un article du *Dictionnaire des finances* sur la richesse en France et à l'étranger, par M. de Foville.

Une brochure de M. Jules Serret, membre fondateur de la Société, sur le *moulin de Laubardemont*, en Gironde. Cette magnifique usine, l'une des plus importantes de la France, a été réduite en cendres le 21 juin dernier par un violent incendie.

Deux articles, extraits des *Annales de l'École libre des sciences politiques*, dans lesquels M. de Colonjon donne de très intéressants renseignements sur la question des *pensions civiles en France*. Ce travail vient à l'appui des observations présentées par M. de Colonjon, dans la dernière séance, à l'occasion de la communication de M. Alfred Neymarck.

Une conférence sur le *Crédit agricole et populaire et les banques en Écosse*, faite à la Société d'économie sociale par M. Pierre des Essars.

Une statistique des *étudiants inscrits dans les divers établissements d'enseignement supérieur d'Italie*, par M. Ferraris, de Padoue.

Une brochure de M. Sarafov, ancien ministre des finances à Sofia sur la *population de la principauté de Bulgarie* d'après les trois premiers recensements (1<sup>re</sup> partie). Les membres de la Société qui s'intéressent à cette étude pourront s'adresser au frère de l'auteur, M. St. K. Sarafov, 68, boulevard Port-Royal, qui se tient à leur disposition pour les traductions.

M. Sarafov annonce, en même temps, l'envoi prochain de la 2<sup>e</sup> partie du même ouvrage, ainsi qu'une étude sur les finances de la principauté, comprenant les exercices budgétaires de 1878 à 1889.

M YVES GUYOT dépose sur le bureau un ouvrage intitulé : *La Tyrannie socialiste*. Une partie de cet ouvrage intéresse particulièrement la Société de statistique ; il n'y a pas, en effet, de meilleur criterium à opposer aux affirmations que des chiffres. Malheureusement, au point de vue des salaires la statistique n'a pas fourni à l'auteur des indications suffisamment nombreuses et précises. Il s'est, toutefois, servi des publications des bureaux du travail des États-Unis et de l'Angleterre, ainsi que des documents de la statistique officielle de France et s'est appuyé sur ces chiffres comparés pour combattre les argumentations socialistes.

M. DUCROCQ fait hommage à la Société de deux tableaux statistiques et graphiques publiés par la Commission des contributions directes de la ville de Paris, et qui ont été distribués aux pouvoirs publics au sujet de la réforme de la contribution des portes et fenêtres dont le principe a été posé par la loi de finances du 18 juillet 1892 (article 1<sup>er</sup>).

Le premier de ces tableaux établit, d'une part, que l'application de cette disposition se traduirait pour la ville de Paris par une augmentation de 105.16 p. 100 du montant en principal de la contribution des portes et fenêtres et par une diminution de 18.47 p. 100 pour le reste de la France ; et d'autre part, que la part contributive de Paris dans le montant en principal des quatre contributions directes (non compris l'impôt foncier sur les propriétés non bâties) s'élèverait de 24.01 p. 100 à 26.63 p. 100, soit une augmentation de 2.62 p. 100 ; et que, par suite, la part contributive du reste de la France serait abaissée de 75.99 p. 100 à 73.37 p. 100.

Le second tableau montre que le projet de loi de finances du 16 mai 1893, dans celles de ses dispositions relatives à l'exécution de la réforme, aurait eu les effets suivants : 1<sup>o</sup> d'établir une taxe représentative de la contribution des portes et fenêtres, qui aurait été, par tête d'habitant, à Paris de 3 fr. 66 c. et dans le reste de la France de 0 fr. 98 c. ; 2<sup>o</sup> d'exonérer les propriétaires de toute participation à la partie de la taxe représentative qui devait être supportée par la contribution foncière (964,242 fr.) ; 3<sup>o</sup> d'augmenter au contraire pour les occupants la contribution mobilière de 35.58 p. 100 (1,377,809 fr.) ; et 4<sup>o</sup> d'augmenter la contribution des patentes sur les manufactures, usines, écuries et remises, à la charge des industriels et commerçants de 73.74 p. 100 (1,526,814 fr.).

Il suffit de jeter les yeux sur ces très intéressants tableaux statistiques et graphiques pour comprendre qu'ils n'aient pas été étrangers à l'ajournement par la Chambre des députés de toutes les dispositions relatives à cette réforme.

Sans contester l'intérêt des documents que M. Ducrocq vient de commenter d'une manière si persuasive, M. DE FOVILLE croit qu'ils appellent certaines réserves, surtout le tableau I.

En y opposant Paris au reste de la France, la Commission des contributions directes a bien montré quels sont les impôts dont Paris semble payer plus que sa part ; mais elle a habilement escamoté un impôt qui à Paris n'est que nominal et qui pèse lourdement sur les campagnes : c'est la contribution foncière sur la propriété non bâtie : sur 103,270,861 fr. de capital, Paris ici ne paye que 13,258 fr. Pour juger sainement les choses, il faut avant tout réparer cette omission intéressée : c'est ce qui a été fait, dès le mois de mars dernier, dans le *Bulletin de statistique du Ministère des finances* (p. 291).

M. TURQUAN informe la Société que le vœu qu'elle a exprimé de voir reconstituer le Conseil supérieur de statistique va être réalisé. Un décret, modifiant, sur quelques points, celui du 19 février 1885, sera publié très prochainement (1). Le nombre des membres du conseil est, notamment, porté à 55, dont 22 membres pris dans le Parlement et dans les corps savants et 33 délégués des ministères.

M. Turquan profite de ce qu'il a la parole pour mettre sous les yeux de la Société différents modèles de papiers quadrillés suivant des dimensions régulières, qui facilitent l'établissement des diagrammes, dont la minute peut être ensuite reproduite et réduite par la photographie.

L'ordre du jour appelle la reprise de la discussion relative à la communication de M. Alfred Neymarck sur une nouvelle évaluation du capital et du revenu des valeurs mobilières en France.

M. Pierre DES ESSARS présente les observations suivantes :

La statistique de M. Neymarck fixe à 80 milliards le montant du portefeuille français, on est d'accord sur les 26 milliards 1/2 de rente, sur les 27 milliards d'actions ou d'obligations françaises. Voilà déjà un gros morceau. Faut-il déduire les commandites et parts de propriétés ? Je ne le pense pas, car les mines, certaines grandes entreprises comme les Magasins du Louvre, sont représentées par des parts de propriété ou de commandite et sont négociables en bourse ou en banque ; à ce titre elles doivent figurer parmi les valeurs mobilières. Quant aux valeurs étrangères, le chiffre est plus douteux, cependant nous avons un moyen indirect d'en vérifier le montant, c'est le change ; on remarque que quand la récolte est mauvaise le change commence à hausser lorsque les importations du blé atteignent 800 millions, ce qui dénote qu'à ce moment les coupons à recevoir de l'étranger sont absorbés. Ce fait ne s'est pas produit en 1891, mais il s'est manifesté antérieurement. Depuis, le portefeuille français s'est garni et on ne doit pas être bien loin du chiffre de revenu indiqué par M. Neymarck, sauf les déboires que nous subissons depuis la hausse du change dans les pays à finances avariées. En écoutant la discussion qui a eu lieu à la dernière séance, j'étais frappé de l'inconvénient de ne pas définir rigoureusement ce dont on parle.

M. Georges Martin disait qu'il fallait faire des déductions pour les valeurs détenues par les sociétés et qui se retrouvent dans le prix de leurs actions ; il citait comme exemple la Banque de France. M. Neymarck, ce me semble, a voulu évaluer la quantité de titres existant en France, tout autre travail aurait été impossible, il y a un actif et un passif comme le faisait justement observer M. de Colonjon, mais on peut dans un bilan relever certains chiffres sans être obligé de prendre tout le bilan. D'ailleurs, les actions de la Banque de France sont cotées 3,900 fr. passés et les rentes même

---

(1) Voir le *Journal officiel* du 25 juillet 1893. Nous reproduisons ci-après le nouveau décret.

au cours du jour et les immeubles n'entrent dans ce prix que pour 1,800 à 1,900 fr. au maximum. La Bourse, du reste, n'apprécie pas toujours très exactement le portefeuille d'une société. Lorsqu'il y a quelques années la Banque franco-égyptienne, dont les actions ont été longtemps à 450 fr., s'est mise en liquidation, les actionnaires ont touché 660 fr. En faisant les déductions que désire M. Georges Martin on tomberait en plein arbitraire, car on n'aurait aucune base sérieuse.

Le chiffre de 80 milliards, plus ou moins deux ou trois milliards, me paraît donc une approximation satisfaisante.

La discussion étant close, M. Alfred NEYMARCK répond en ces termes, aux diverses observations qui ont été faites. Il remercie M. des Essars de celles qu'il vient de présenter et qui sont des plus intéressantes.

Les rectifications de notre confrère M. Georges Martin, dit-il, portent sur plusieurs points :

1° Il s'étonne que les résultats de mon évaluation soient les mêmes en 1893 qu'en 1888, quand depuis cette époque, la hausse des valeurs mobilières a été importante.

Je lui répondrai que, dans ma première évaluation de 1888, j'avais fait entrer en ligne de compte plusieurs valeurs, entre autres la dette viagère que j'avais capitalisée. Or, les opinions sont très partagées sur le point de savoir si la dette viagère se prête bien à une capitalisation : on n'est pas d'accord sur le taux auquel cette capitalisation pourrait être faite : est-ce 5, 6, 7, 8, 9, 10 p. 100 ? Les avis diffèrent. Je n'ai donc pas compté le capital de la dette viagère dans mon nouveau travail, et me suis borné à relever le chiffre des intérêts annuels de cette dette, car ceux-là, du moins, sont exactement connus et appréciables. De plus, depuis 1888, nous avons perdu pas mal de capitaux dans des affaires diverses : je ne citerai que le Panama, les emprunts argentins, brésiliens, grecs, portugais, etc. La plus-value acquise par les valeurs mobilières depuis 1888 se trouve grandement atténuée par les pertes subies ;

2° M. Georges Martin estime qu'il ne faut pas tenir compte des parts d'intérêt et de commandite : ce ne sont pas, d'après lui, des valeurs mobilières.

Que sont donc les parts des sociétés houillères, les annuités Nord, Orléans-Châlons, les parts d'intérêt ou de fondateurs de plusieurs sociétés financières et industrielles ?

3° D'après mon honorable confrère, je n'ai pas tenu compte des valeurs françaises possédées par les sociétés elles-mêmes : il y a là, dit-il, double emploi. Je lui réponds que, dans mon travail, je ne me suis pas occupé de la répartition dans les portefeuilles de cette masse de valeurs : je les ai évaluées en bloc, et par catégorie de titres ; j'ai recherché combien il existait de titres de rentes, d'actions et d'obligations de sociétés diverses, etc. : mais je n'ai pas basé une évaluation sur l'actif ou le passif de telle ou telle société.

Autre chose est une évaluation du total des valeurs mobilières circulant dans un pays, autre chose est leur répartition dans les portefeuilles. Il est clair que si j'avais fait une évaluation de la fortune générale du pays, mobilière et immobilière, j'aurais dû tenir compte de la répartition des titres dans tels ou tels portefeuilles, pour éviter les doubles emplois. C'est une observation que j'avais faite (page 5) dans mon travail de 1888, et je n'avais qu'à suivre moi-même la règle que j'avais indiquée ;

4° Je n'aurais pas dû, d'après M. Georges Martin, faire entrer en ligne de compte l'impôt payé par les sociétés étrangères ayant des biens en France et dont les titres appartiennent en totalité à des étrangers. Il y aurait là 500 à 600 millions à déduire du total des valeurs mobilières en France. Il est possible que quelques sociétés se trouvent dans le cas exposé par notre confrère ; mais, en somme, le chiffre est peu important et j'aurais désiré que M. Georges Martin nous citât quelques exemples, très précis ;

5° Finalement, dit M. Georges Martin, il faudrait déduire de mon évaluation

2 milliards pour les parts d'intérêt, 2 milliards pour les valeurs possédées par les sociétés ; 500 millions pour les valeurs possédées par des sociétés étrangères, soit au total 4 milliards 1/2. J'espère avoir répondu à ces premières objections ;

6° Par contre, M. Georges Martin estime que mon évaluation des valeurs étrangères est trop faible. D'après lui, nous plaçons plus de 300 millions en fonds étrangers, par an ; nous possédons 8 milliards de fonds russes, au lieu de 5 à 6 ; mon évaluation de 1 milliard 1/2 de fonds italiens est trop modérée.

Je n'ai qu'une réponse à faire à mon honorable confrère, c'est que, dans mon travail, j'ai mis sous les yeux du lecteur tous les éléments propres à baser son appréciation, et, en cherchant à établir la vérité d'après les documents que j'ai consultés et étudiés, j'ai tenu à rester, en effet, très modéré.

En somme, d'après M. Georges Martin, qui trouve aussi un peu trop élevée la part de valeurs françaises que je crois être possédées par des étrangers, nous aurions, au total, 83 milliards de valeurs, au lieu de 80 milliards : sur ces 83 milliards, il y aurait dans les portefeuilles français 23 milliards de valeurs étrangères au lieu de 20 milliards. Nous ne sommes pas, on le voit, en trop grand désaccord.

M. de Colonjon a fait plusieurs observations d'un ordre plus général. Contrairement à l'opinion exprimée par M. Georges Martin et à ce que j'ai fait dans mon nouveau travail, il estime qu'il faut tenir compte de la dette viagère. Il croit, en outre, que la fortune des particuliers, en France, est bien plus considérable que je ne l'évalue, et que j'aurais dû, à côté de l'actif que présentent les valeurs mobilières, les rentes, tenir compte aussi du passif. Que mon honorable confrère me permette de lui faire remarquer que je n'ai pas traité la question de la *fortune mobilière*, mais uniquement celle des valeurs mobilières. Je n'ai pas parlé du passif de notre pays, car je n'ai pas établi son actif ; j'ai étudié seulement un des éléments constitutifs de son avoir, mais je n'ai pas cherché à établir le bilan de la France : dans ce cas, il aurait fallu tenir compte des observations présentées par M. de Colonjon, sous peine d'arriver à des conclusions inexactes.

J'aurais enfin, Messieurs, à répondre à quelques réflexions que m'a faites officieusement mon cher président et ami M. Coste. Ne pouvant intervenir dans le débat soulevé, il m'a soumis quelques observations auxquelles il me permettra de répondre, car elles ont une sérieuse importance, et nous devons tous chercher à nous éclairer dans une question aussi sérieuse, aussi complexe. Je le prie de m'excuser de rompre la réserve qu'il désire observer pour diriger nos débats.

En ce qui concerne le capital des valeurs mobilières, M. Coste ne fait pas d'objection à mon évaluation de 26 milliards 1/2 pour les fonds d'État français et de 37 milliards 300 millions pour les actions et obligations françaises. Voilà donc un premier total de 63 milliards 800 millions sur lequel nous sommes d'accord.

M. Coste pense, par contre, qu'il faut réduire les parts de société en commandite simple, en nom collectif, en participation et de société civile non représentées par des titres. C'est la même objection faite par M. Georges Martin, et ma réponse sera la même. Presque tous les titres de nos compagnies houillères sont des *parts d'intérêt* : il y a là un capital de plus d'un milliard. Dans le nord et l'est de la France, de grandes sociétés industrielles sont constituées sous forme de parts d'intérêt : ce sont des titres qui ne se négocient pas en Bourse, mais dont la valeur est parfaitement évaluée, dans les inventaires, les partages, les successions, etc. Sur les 2 milliards 200 millions que j'ai évalués, il y aurait bien peu de chose à réduire. Est-ce que les parts du *Louvre*, du *Bon Marché*, par exemple, ne représentent pas de réelles valeurs mobilières qui trouveraient acquéreurs, en cas de besoin, et dont le capital serait chiffré d'après leur revenu ?

En ce qui concerne les valeurs étrangères, M. Coste pense qu'il convient de tenir compte des titres étrangers réalisés après la guerre tant par les souscripteurs des emprunts français que par les particuliers ayant eu à réparer leurs dommages particuliers. L'observation est fondée.

M. Léon Say a estimé dans son rapport sur le paiement de l'indemnité de guerre *qu'on peut croire que l'exportation des titres étrangers que nous possédions* — je

cite ses paroles — *a pu fournir 2 à 2 milliards 1/2 si ce n'est plus*. D'après deux tableaux qu'il a dressés, le solde des rentes étrangères livrées en liquidation du 1<sup>er</sup> juillet 1871 au 31 décembre 1873 aurait été de 46,976,475 fr., représentant un capital d'environ 669 millions de francs. Dans la même période, il aurait été livré pour 722 millions de francs d'actions étrangères, soit, au total, 1,391 millions. Il ajoute *qu'il y a eu des titres étrangers exportés en grande quantité et il en reste en France des quantités plus considérables*. Mais aussi bien pour les valeurs étrangères que pour les valeurs françaises que nos capitalistes ont vendues à l'étranger, leur montant *n'a pas tardé à reprendre la route de la France*. Dès la fin de 1871, pendant toute l'année 1872, *le flot des épargnes a continué à monter*. Les placements à l'étranger ont recommencé sur une large échelle. Que l'on compare le nombre des valeurs étrangères cotées en France en 1869, en 1873, en 1875, en 1880 à celui d'aujourd'hui et on verra dans quelles proportions considérables, ces placements, heureux et malheureux, ont augmenté.

M. Coste se demande si l'évaluation de 6 milliards 300 millions comme total des valeurs françaises appartenant à des étrangers n'est pas un peu élevée. Ce ne sont assurément là que des chiffres approximatifs, difficiles à établir d'une façon précise : les documents sur lesquels je les ai appuyés me semblent dignes de foi, mais je ne les ai pas publiés, parce que leur contrôle ne m'a pas paru assez minutieux ni suffisamment scientifique.

Je n'ai pas tenu compte non plus, et M. Coste me l'a fait remarquer, des valeurs étrangères appartenant à des étrangers qui en consomment le revenu en France. Je répondrai que c'est là une statistique presque impossible à établir : il en est de même des sommes annuelles que peuvent dépenser en France les étrangers. MM. Léon Say, Leroy-Beaulieu ont évalué approximativement ces dépenses à 300 millions : mais dans leur esprit ce n'était là qu'une supposition ; ils reconnaissent eux-mêmes qu'il est impossible de le savoir d'une façon tant soit peu exacte. Et, d'autre part, pourrait-on dire les sommes annuelles que nous autres, Français, dépensons à l'étranger ? En somme, je suis bien près d'être d'accord avec M. Coste ; et à 3 milliards près, je suis d'accord avec M. Georges Martin qui estime l'ensemble des valeurs mobilières à 83 milliards au lieu de 80 milliards.

Permettez-moi d'ajouter qu'il existe une autre évaluation que j'ai omise dans mon travail et qui ne m'a pas été signalée, sur laquelle j'aurais pu me livrer à des calculs approximatifs : c'est le montant des valeurs que les Français ont en dépôt dans les grandes banques ou sociétés à l'étranger. Combien de capitalistes français, pour une cause ou pour une autre, ont déposé leurs titres à Londres, à Bruxelles, à Genève ! Ils possèdent des valeurs étrangères qui ne sont pas négociables en France, et j'aurais pu citer quelques-unes de ces sociétés dont une grande partie des titres appartient à nos nationaux.

En ce qui concerne le revenu de ces 80 milliards de valeurs, l'évaluation que j'ai faite est la suivante :

	Millions.
Intérêts des rentes françaises . . . .	900
Bons du Trésor et rentes viagères . .	250
Revenus taxés. . . . .	1,693
Total . . . . .	2,843
Valeurs étrangères. . . . .	1,200 à 1,300
Total général. . . . .	4,043 à 4,143

réduit, en chiffres ronds, à 4 milliards.

M. Coste déduit, avec raison, 25 millions pour amortissement de la rente amortissable ; mais il retranche aussi les 222 millions de la dette viagère. Ici, je ne suis pas d'accord avec lui. Il est très difficile d'évaluer le capital que pourraient représenter les 222 millions de rentes viagères, car il faudrait savoir s'il convient

de les capitaliser à 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 p. 100 ; les avis diffèrent sur ce point et c'est pourquoi je n'ai pas fait ce décompte dans ma nouvelle évaluation ; mais la dette viagère est essentiellement une rente ; c'est un papier d'État, une créance sur l'État, au même titre qu'une rente amortissable ; elle s'éteint avec les rentiers, tout comme la rente amortissable s'éteint par les tirages d'amortissement.

Sur les revenus taxés qui s'élèvent à 1,693 millions dont 1,544 millions de revenus sur valeurs françaises et 148 millions de revenus sur des valeurs étrangères qui acquittent les mêmes impôts que nos titres français, M. Coste retranche 148 millions qui font double emploi avec le total des 1,200 millions de revenus auxquels j'évalue ce que produisent nos 20 milliards de valeurs étrangères.

Cette déduction est logique, mais je dois faire observer qu'elle ne modifie pas mes chiffres sensiblement, puisque j'ai évalué à 1,200 ou 1,300 millions ces revenus, chiffres que j'ai arrondis, à un total de 4 milliards, en négligeant les fractions, sans quoi, d'après mes propres calculs, en poussant l'évaluation avec une extrême minutie, j'aurais pu dire que nous avons 4,143 millions de revenus (1,150 + 1,693 + 1,300 = 4,143). De plus, pour rester dans une limite très modérée, je n'ai pas compté les revenus des dettes remboursables. J'aurais pu certainement trouver, dans ce chapitre, de nombreux millions à ajouter à mon évaluation : mais j'ai préféré rester plutôt au-dessous qu'au-dessus de la vérité, pour ne pas être taxé d'exagération.

Il reste donc, d'après M. Coste, 17 milliards 1/2 de revenus en valeurs étrangères qui, *grosso modo*, rapportent, d'après moi, 6 p. 100, soit 1,051 millions, revenu que M. Coste réduit à 810 millions, soit une différence de 240 millions.

Sur ce point, quelques explications sont nécessaires. L'évaluation de M. Coste laisserait supposer que les 17 milliards 1/2 de valeurs étrangères rapporteraient, en moyenne, 4.628 p. 100 seulement. Cette moyenne est incontestablement trop basse (1).

Pour connaître et évaluer ce que rapporte un placement en valeurs françaises ou étrangères, il existe plusieurs modes, plusieurs procédés de calculs :

- 1° Le taux d'émission des valeurs ;
- 2° Les cours de ces valeurs à certaines dates ;
- 3° Le plus haut ou le plus bas cours coté sur ces titres depuis leur émission ;
- 4° Leur revenu *actuel*, c'est-à-dire au moment où se fait l'évaluation.

Tous ces procédés ont leurs défauts.

(1) M. Coste nous adresse la note suivante qui précise son observation :

Les 4 milliards de revenus afférents aux 76 ou 80 milliards de valeurs mobilières envisagés par M. Neymarck se réduiraient à environ 3 milliards si l'on se basait sur certaines données particulières contenues dans le Mémoire. En voici le détail :

	Millions.
Rentes et bons du Trésor (non compris le remboursement de l'amortissable ni les pensions viagères) . . . . .	908
Revenus taxés des valeurs françaises. . . . .	1,544
Valeurs étrangères :	
4 p. 100 sur 6 1/2 à 8 milliards de fonds russes, suisses, belges, hollandais, anglais, américains, danois, suédois, norvégiens (Mémoire, p. 224 et note, p. 238). . . . .	290
4 1/2 p. 100 sur 3 à 4 milliards de fonds italiens, autrichiens et hongrois (Mémoire, p. 224 et notes, p. 236 et 237) . . . . .	157
5 p. 100 sur 6 1/2 à 8 milliards de fonds espagnols, tures, égyptiens, argentins, péruviens, brésiliens, portugais, grecs (Mémoire, p. 224 et note, p. 239) . . . . .	363
Ensemble . . . . .	3,262
A déduire : le revenu des valeurs françaises appartenant aux étrangers (6,300 millions d'après M. Neymarck), soit, au taux moyen de 3.90 p 100 . . . . .	246
Resterait pour les 76 ou 80 milliards appartenant aux capitalistes français (Mémoire, p. 219 et 224) un revenu de . . . . .	3,016
Soit en chiffres ronds : 3 milliards.	

(Note de la Réd.)



1° Les détenteurs actuels ne sont plus, en grande partie, les mêmes qu'au moment de l'émission ;

2° Des placements ont été faits alors que les valeurs étaient cotées au plus haut ou au plus bas ;

3° Des placements sont effectués au moment où le revenu est le plus élevé, et aussi au moment où le revenu est le plus faible.

Il est donc nécessaire de prendre comme base une évaluation moyenne. Il est clair que si, au moment où je parle, un capitaliste achetait des fonds italiens, russes, austro-hongrois, égyptiens, suédois, il aurait difficilement plus de 4 p. 100 à 4 1/4 p. 100 de son argent.

Les fonds turcs, espagnols et autres fonds de second ordre lui donneraient à peine 5 1/2 p. 100.

Mais ce n'est pas à ces taux réduits que les placements de nos capitalistes ont été faits.

J'ai relevé les plus hauts et les plus bas cours des principaux fonds d'État européens et des valeurs étrangères depuis 1870.

Voici quelques chiffres intéressants, je crois, à citer :

Pendant 20 ans, de 1861 à 1880, l'italien a fait au plus haut 89 fr. 20 c. et au plus bas 35 fr. 90 c. : il a rapporté, pendant cette période, près de 5 p. 100 au plus bas et 12 p. 100 au plus haut. De 1861 à 1870, il s'est négocié de 76 fr. à 35 fr. 00 c. ; de 1876 à 1880, de 89 fr. 20 c. à 57 fr. 50 c. ; de 1881 à 1893, de 102 fr. 75 c. à 84 fr. Si j'estime que la rente italienne donne à nos capitalistes un revenu moyen de 6 p. 100, c'est dire que la moyenne des prix auxquels la rente italienne a pu être acquise par eux a dû être de 72 fr. 50 c. Je ne crois pas m'éloigner beaucoup de la vérité en faisant cette supposition.

Sur les fonds autrichiens, même constatation.

De 1871 à 1880, le 5 p. 100 autrichien argent a valu, comme cours extrêmes, 70 fr. et 48 fr. rapportant ainsi brut 7 et 11 p. 100.

De 1880 à 1893, il a valu 83 fr. et 62 fr. rapportant conséquemment 6 et 8 p. 100.

La rente autrichienne or, depuis 1877 a valu 100 fr. et 52 fr. 50 c., rapportant ainsi 4 et près de 8 p. 100.

Il n'y a donc pas exagération à dire que nos placements effectués sur les fonds autrichiens l'ont été, en moyenne, sur le pied de 6 p. 100.

Je pourrais citer d'autres exemples sur des valeurs autrichiennes, telles que les Domaniales, ou les lots 1860.

Les fonds espagnols, à l'heure actuelle, donnent 6 p. 100 ; mais pendant longtemps, ils ont rapporté, 7, 8, 9, 10 p. 100. De même les fonds turcs. Les fonds égyptiens, qui sont maintenant presque au pair et fournissent un revenu de 4 p. 100 à peine, ont donné, jusqu'à 1880 et 1885, 9, 8, 7, 6 p. 100.

Restent les fonds russes. M. Coste les capitalise à 4 p. 100 : il a raison, d'après les cours actuels, mais pendant de longues années, leur revenu n'a pas été inférieur à 5 et 6 p. 100.

Tous ces fonds, grâce au concours financier de notre pays, sont maintenant au pair ou tout près du pair : le crédit de la Russie est bien établi aux environs de 4 p. 100. Mais c'est seulement depuis deux ou trois ans qu'il en est ainsi.

Pendant de longues années, la Russie n'avait en circulation que des rentes 5 p. 100, aujourd'hui converties en 4 p. 100, et qui se négociaient au-dessous du pair ; le 5 p. 100 1862, par exemple, a coté 78 en 1890 ; en 1875, il s'élevait à 105 et faisait aussi 98 1/2 ; en 1876, il revient de 101 1/2 à 75 ; en 1877, de 90 à 70 1/2 ; en 1878, de 85.75 à 70 ; en 1879, de 88 1/2 à 79. De 1880 à 1888 son plus haut cours fut de 103.60 ; son plus bas, de 80. Je pourrais citer des fluctuations aussi nombreuses sur les autres fonds.

Je ne crois donc pas m'être éloigné d'une évaluation modérée en disant que les valeurs étrangères que nous possédons en France rapportent 1,200 à 1,300 millions à nos capitalistes, sur un capital placé de 20 milliards, soit environ 6 p. 100.

Si l'on estime, au contraire, que la moyenne du revenu produit par les placements effectués sur les valeurs étrangères ne dépasse pas 5 p. 100, ce n'est plus 20 milliards mais bien 24 milliards de valeurs étrangères que nous posséderions : dans ce cas, l'évaluation de M. Georges Martin fixant à 23 milliards le total de nos valeurs étrangères, serait fondée.

Si enfin, on estime que le revenu des valeurs étrangères que nous possédons s'élève seulement à 1 milliard et que ce revenu de 1 milliard doit être capitalisé d'après ce que rapportent, aujourd'hui, en moyenne, les diverses valeurs étrangères possédées par nos rentiers, soit à peu près 5 p. 100, nous aurions encore un total de 20 milliards, en capital, de valeurs étrangères, mais seulement 1 milliard de revenus, soit 200 à 300 millions de moins que mon évaluation.

Je me suis efforcé de répondre, aussi clairement que possible, aux objections et observations qui m'ont été faites et je suis très reconnaissant à mes confrères de leurs critiques si autorisées, car elles permettront aux statisticiens et aux économistes qui voudront reprendre ces travaux, de continuer, d'approfondir encore davantage cette étude qui, si elle présente de grandes difficultés, offre, du moins, un intérêt véritable pour notre pays. Ce que j'ai voulu rechercher avant tout, c'est la vérité. Je n'ai pas eu la prétention d'établir des chiffres infaillibles, immuables, devant être acceptés sans contrôle : je recherche la discussion, la contradiction, dans l'intérêt même de la science, et j'ai eu soin de faire remarquer que, « dans de tels problèmes, il fallait moins s'attacher à l'inégalité des évaluations qu'à leur accord relatif, et des statistiques de cette nature ne peuvent être résolues qu'approximativement » (p. 26).

Il résulte de la discussion à laquelle s'est livrée notre Société — je lui en suis fort reconnaissant et l'en remercie — que si de légères différences peuvent être opposées à mes évaluations, et dans des études aussi ardues, il n'en peut être autrement, nous sommes d'accord sur le fond et que le chiffre global de 80 milliards de valeurs mobilières que j'ai établi « comme représentant, à deux ou trois milliards près, en plus ou en moins la valeur actuelle du portefeuille français », peut être accepté.

Permettez-moi enfin, mes chers confrères, d'exprimer, en terminant, quelques vœux au sujet d'une organisation plus complète de la statistique des valeurs mobilières émises, cotées ou circulant en France.

Je me bornerai à indiquer les diverses améliorations qui pourraient être apportées, me réservant ultérieurement d'indiquer les moyens pratiques de les réaliser :

1° La Banque de France devrait établir un relevé plus détaillé du nombre et de la catégorie des valeurs qu'elle possède en portefeuille, à titre de dépôt, avances, ou remises du syndicat des agents de change ;

2° Un relevé officiel, tenu à jour, devrait être fait de toutes les émissions publiques, françaises et étrangères, effectuées en France ;

3° Quand des titres étrangers, démunis de feuilles de coupons, sont appelés à l'échange, l'indication du nombre de ces titres pourrait être facilement indiquée et contrôlée ;

4° La Direction générale de l'enregistrement, des domaines et du timbre, devrait établir et publier la nature et le nombre des titres qui sont présentés, tous les ans, à ses guichets, pour être timbrés ;

5° Toutes les fois qu'une déclaration d'émission de valeurs étrangères est faite au timbre, en vertu de la loi de 1872, mention de cette déclaration devrait être insérée mensuellement au *Journal officiel*, avec l'indication du nombre et du capital nominal des titres à émettre ;

6° Publication devrait être faite de la quantité et de la nature des titres déclarés à l'enregistrement pour les droits d'abonnement ;

7° La cote officielle des agents de change devrait être remaniée et contenir une colonne indiquant le nombre de titres amortis ; une autre colonne indiquerait aussi le nombre de titres restant négociables ;

8° Tous les six mois, la chambre syndicale des agents de change devrait faire connaître au ministre des finances :

1. Le capital nominal, d'après le taux d'émission, des valeurs inscrites à la cote ;
2. Le capital effectif, d'après le cours coté, que ces mêmes valeurs représentent ;
3. Le capital remboursable de ces mêmes titres ;
4. Une statistique, exacte et complète, tenue à jour, des valeurs admises à la cote officielle.

M. LE PRÉSIDENT remercie les divers orateurs qui ont pris part à cette intéressante discussion. Il fait remarquer toute l'importance d'un débat contradictoire pour les travaux de ce genre. La discussion qui vient de se produire confirme, en effet, le grand mérite du mémoire de M. Neymarck, tout en appelant l'attention des hommes d'étude sur les points qui restent douteux et qui demandent de nouvelles recherches et de plus complètes informations, dont M. Neymarck, du reste, a lui-même esquissé le programme.

M. DES ESSARS fait au sujet des exportations d'or aux États-Unis en 1891, 1892 et 1893, une communication qui sera publiée *in extenso* dans la prochaine livraison du Journal.

M. MERCET se permet de signaler quelques inadvertances qui lui semblent s'être glissées dans l'intéressant travail dont M. des Essars vient de donner lecture.

M. des Essars a déclaré qu'en décrétant les *Silver Bills* de 1878 et 1890, les États-Unis avaient adopté le bimétallisme. C'est une erreur, et quoique le Gouvernement ait mis en circulation des *Silver Certificates*, ils ont toujours pratiquement circulé comme des monnaies de papier remboursables en or.

M. des Essars a englobé sous le titre de *Silver Certificates* tout ce qui a été émis en vertu des lois de 1878 et de 1890. C'est inexact. Le Gouvernement tient deux comptes distincts des émissions résultant de ces deux lois.

Les *Silver Certificates* sont ceux qui ont été créés en vertu du Bland Bill de 1878. On appelle du nom de *Treasury Bills*, ceux qui ont été émis en exécution du Sherman Bill de 1890. Ils sont payables à la volonté du Trésor américain, en or ou en argent. Mais en fait et jusqu'à ce jour on les a considérés comme de l'or et on a réglé en or ceux qui ont été présentés au remboursement.

Cette question est, du reste, le nœud de la crise actuelle américaine. On attend avec intérêt les décisions du Congrès convoqué pour le 7 août prochain. Le crédit américain est suspendu à ces décisions.

Le Gouvernement, s'il veut défendre son crédit, n'a qu'à rapporter nettement et définitivement la loi Sherman de 1890, à fermer ses monnaies à la frappe de l'argent et à se déclarer absolument responsable en or des *Silver Certificates* et des *Treasury Bills* en circulation. C'est une mesure capitale à adopter, et pour en assurer l'application, il lui faut faire un grand emprunt de 100 à 125 millions de dollars, soit intérieur en Bonds fédéraux, soit extérieur en un type 3 ou 3 1/2 p. 100, emprunt qui sera couvert en un instant. Mais le Congrès aura-t-il cette volonté ? Saura-t-il résister aux objurgations du parti de l'argent, des membres du Congrès représentant les États de l'Ouest, Colorado, Nevada, etc. ? Ces représentants sont influents, puissants, très riches.

Pour n'en citer qu'un, M. Jones, sénateur du Nevada, est un champion intransigeant du monnayage illimité de l'argent. Il a défendu sa cause à la conférence monétaire de Bruxelles de 1892 avec une abondance de paroles, dont M. de Foville, qui assistait à la séance, pourrait nous donner quelque impression générale.

A la demande de M. Mercet, M. DE FOVILLE, donne quelques détails sur l'attitude de la délégation des États-Unis à la conférence monétaire de Bruxelles. Il ajoute que les *Silvermen* américains n'ont exercé tant d'influence à Washington que grâce au concours des *inflationists*. Tout l'Ouest est endetté et on y aspire à la dépréciation de l'unité monétaire comme ailleurs on aspirerait à un dégrèvement d'impôt.

M. DES ESSARS reconnaît, avec M. Mercet que les États-Unis ont le monométallisme or, mais ils émettent des billets gagés sur de l'argent. Ces billets sont indifféremment payables en or ou en argent. En pratique, les porteurs obtiennent toujours de l'or; il y a là un bimétallisme *sui generis* qui est une des principales difficultés de la circulation des États-Unis. En ce qui concerne la distinction à faire entre les *Treasury notes* et les *Greenbacks*, l'observation de M. Mercet est parfaitement juste. M. des Essars ne les avait réunis que pour abrégé sa communication verbale, mais ils seront indiqués séparément dans le texte qui sera publié.

M. LECHARTIER donne, sur les graphiques typographiques dont il est l'inventeur, les explications suivantes :

Avant l'invention des graphiques typographiques, lorsqu'un auteur avait établi son travail, il devait l'envoyer chez un dessinateur pour le faire mettre au point sur pierre, ou bien il devait l'établir lui-même d'une façon assez nette pour qu'il puisse être directement reproduit par la photographie et être ensuite transporté à son tour sur bois, sur pierre, ou sur métal.



Toutes ces opérations demandaient une grande perte de temps et une dépense assez importante, nécessitées par le dessin et la gravure du graphique ou par son tirage à part et hors texte, d'après les procédés de la lithographie ou de la gravure. Avec les graphiques typographiques, la dépense est des plus minimales; un matériel d'environ 40 fr. suffit au premier typographe venu pour composer tous les graphiques sans aucune connaissance spéciale.

Quant au croquis original de l'auteur, il n'a plus besoin d'être mis au point et d'être exempt de toute rature; il suffit de prendre du papier quadrillé dont les rectangles représentent exactement la forme et les dimensions des graphiques typographiques; grâce à ce papier, on arrive facilement à indiquer la place des blocs pleins et des blocs intermédiaires ou des blocs de tête qui doivent reproduire le graphique.



Pour exécuter son travail, le compositeur a, dans une boîte d'environ 30 centimètres carrés, tout son matériel graphique fondu sur six corps, de façon que les chiffres, les blancs et les interlignes de toute imprimerie, puissent servir pour compléter l'ensemble des blocs spéciaux.

Voici maintenant le détail des différentes vignettes ou blocs employés pour les graphiques typographiques.

Nous avons dit que tous les modèles étaient fondus sous forme de blocs. Ces blocs ont une épaisseur correspondant à six points typographiques.

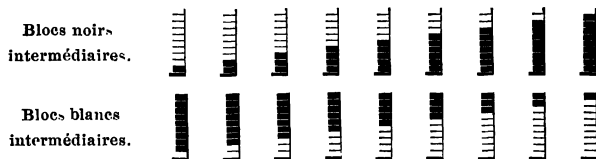
Nous avons d'abord deux sortes de blocs pleins : les blancs  et les noirs .

Chacune de ces sortes de blocs a deux sous-types différents qui sont :

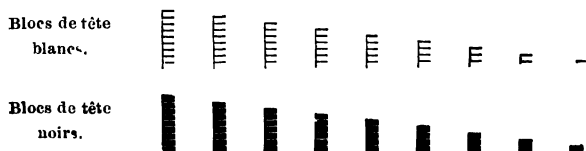
1° Les blocs blancs intermédiaires  et les blocs noirs intermédiaires .

2° Les blocs noirs de tête  et les blocs blancs de têtes .

Il y a donc neuf sortes de *blocs blancs intermédiaires* et neuf autres sortes de blocs noirs également intermédiaires :



Il y a de plus neuf *blocs de tête* blancs et neuf *blocs de tête* noirs.



Chaque colonne de graphique peut être blanche ou noire, si elle représente une seule sorte de chiffres, ou bien blanche et noire, si, au contraire, on veut dans une même colonne comparer deux sortes de résultats numériques.

Quand les colonnes sont d'une seule teinte, on ne se sert que des *blocs pleins*, que l'on termine suivant les cas par un des neuf *blocs de tête*. Si, au contraire, on compare dans une même colonne deux résultats différents, on se sert des *blocs pleins* noirs, des *blocs intermédiaires* noirs et blancs et des *blocs de tête* blancs.

L'ordre du jour de la séance de rentrée, qui aura lieu le 18 octobre, sera ultérieurement indiqué.

La séance est levée à onze heures un quart.

Le Secrétaire général,

E. YVERNÈS.

Le Président,

Ad. COSTE.

---

## II

### RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 22 juillet 1898.

Monsieur le Président,

Un décret du 19 février 1885 a institué au ministère du commerce un conseil supérieur de statistique dont les membres étaient nommés pour trois ans. En exécution de ce décret, le conseil supérieur de statistique a été renouvelé en 1889, et ses pouvoirs ont pris fin avec l'année 1892.

A l'occasion de la nomination de ce conseil pour une nouvelle période de trois années, j'ai pensé qu'il y avait lieu d'augmenter le nombre de ses membres.

Cette augmentation est justifiée par l'importance croissante, au point de vue statistique, de certaines administrations et par la nécessité, pour quelques autres services qui n'avaient pas jusqu'à présent de délégués spéciaux, d'être représentés au sein du conseil supérieur.

J'ai donc l'honneur de vous proposer de porter à cinquante-cinq le nombre des membres du conseil supérieur de statistique, savoir : vingt-deux choisis dans le Parlement et dans les corps savants, et trente-trois délégués des ministères.

Si cette proposition vous agréee, je vous prierai, Monsieur le Président, de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint, qui modifie en quelques points le décret organique du 19 février 1885.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,*

TERRIER

---

Le Président de la République française.

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Vu le décret du 19 février 1885, instituant auprès du ministère du commerce un conseil supérieur de statistique;

Vu les décrets des 2 juillet 1889 et 8 décembre 1891, portant modification du nombre des membres du conseil supérieur de statistique;

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Sont abrogés :

Les articles 3 et 4 du décret du 19 février 1885;

Les décrets des 2 juillet 1889 et 8 décembre 1891.

Art. 2. — Le conseil supérieur de statistique comprendra cinquante-cinq membres, savoir :

Sénateurs . . . . .	3
Députés . . . . .	3
Membre du Conseil d'État . . . . .	1
Membre de la Cour des comptes . . . . .	1
Membres de l'Institut . . . . .	4
Membre de l'Académie de médecine . . . . .	1
Membres choisis parmi les personnes notoirement connues par leurs travaux spéciaux . . . . .	9
Ministère des finances . . . . .	6
Ministère de l'intérieur :	
Administration centrale . . . . .	4 }
Ville de Paris . . . . .	2 }
Ministère des travaux publics . . . . .	3
Ministère du commerce de l'industrie et des colonies :	
Administration centrale et Office du travail . . . . .	5
Administration des postes . . . . .	2
Administration des colonies . . . . .	1
Ministère de la marine . . . . .	1
Ministère de la guerre . . . . .	3
Ministère de l'agriculture . . . . .	2
Ministère de l'instruction publique . . . . .	2
Ministère de la justice . . . . .	1
Ministère des affaires étrangères . . . . .	1
<b>Total . . . . .</b>	<b>55</b>

Art. 3. — Le conseil est présidé par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

Art. 4. — Le bureau du conseil supérieur se compose de trois vice-présidents, et, en outre, de trois secrétaires, assistés de plusieurs secrétaires adjoints admis au conseil avec voix consultative.

Art. 5. — Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Marly-le-Roi, le 22 juillet 1893.

CARNOT.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,*

**TERRIER.**

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Sur le rapport du directeur de l'Office du travail;

Vu le décret en date du 19 février 1885, qui a établi près le ministère du commerce un conseil supérieur de statistique, et notamment le deuxième alinéa de l'article 3 de ce décret, ainsi conçu : « Les nominations ont lieu par arrêté du ministre du commerce et pour une période de trois ans. Les membres sortants pourront être maintenus en fonctions pour une nouvelle période triennale » ;

Vu le décret du 22 juillet 1893, portant modification des articles 3 et 4 du décret du 19 février 1885,

Arrête :

Le conseil supérieur de statistique est composé pour trois années ainsi qu'il suit :

*Vice-présidents.*

MM. Édouard Millaud, sénateur.  
Jules Roche, député.  
Levasseur, membre de l'Institut.

MEMBRES PRIS DANS LE PARLEMENT  
ET DANS LES CORPS SAVANTS.

*Sénateurs.*

MM. Clamageran.  
Théophile Roussel.

*Députés.*

MM. Léon Bourgeois.  
Yves Guyot.

*Représentant du Conseil d'État.*

M. Charles Roussel.

*Représentant de la Cour des comptes.*

M. George, président de chambre.

*Représentants de l'Institut.*

MM. Maurice Block, membre de l'Académie des sciences morales et politiques.  
Bouquet de la Grye, membre de l'Académie des sciences.  
Leon Say, membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences morales et politiques.

*Représentant de l'Académie de médecine.*

M. le docteur Lagneau.

*Membres choisis parmi les personnes connues par leurs travaux spéciaux et dans les sociétés savantes.*

MM. Langlet, député.  
De Foville, ancien président de la Société de statistique.  
Yvernès, chef de division honoraire, secrétaire général de la Société de statistique.  
Gauthiot, secrétaire général de la Société de géographie commerciale.

- MM. Chervin, directeur de l'institution des bègues.  
Flechet, ancien chef du service de la statistique agricole.  
Fernand Faure, ancien député, professeur de statistique à la Faculté de droit.  
Letort (Charles), publiciste, questeur de la Société d'économie politique.  
Delatour (Albert), membre de l'Institut international de statistique.

MEMBRES DÉLÉGUÉS DES MINISTÈRES.

*Ministère des finances.*

- MM. Pallain, conseiller d'État, directeur général des douanes.  
Boutin, conseiller d'État, directeur général des contributions directes.  
Catusse, conseiller d'État, directeur général des contributions indirectes.  
Lanjalley, directeur général de la comptabilité publique.  
Liotard-Vogt, directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre.  
Arnauné, chef de bureau à la direction générale des douanes.

*Ministère de l'intérieur.*

*Administration centrale.*

- MM. Mastier, conseiller d'État, directeur de l'administration départementale et communale.  
Monod, conseiller d'État, directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques.  
Duflos, directeur de l'administration pénitentiaire.  
Anthoine, ingénieur, chef du service de la carte vicinale de la France.

*Ville de Paris.*

- MM. Lamouroux, conseiller municipal de la ville de Paris.  
J. Bertillon, chef des travaux de la statistique municipale à la préfecture de la Seine.

*Ministère des travaux publics.*

- MM. Cheysson, inspecteur général des ponts et chaussées.  
Keller, ingénieur en chef des mines.  
Systemans, chef de division à l'administration centrale.

*Ministère du commerce, de l'industrie et des colonies.*

*Administration centrale.*

- MM. Moron, directeur de l'Office du travail.  
Fontaine, ingénieur au corps des mines, chef de section à l'Office du travail.  
Turquan (Victor), chef du bureau de la statistique générale de France.  
Bouquet, sous-directeur, chef du bureau de l'industrie.

- MM. Fournel, ancien magistrat, chef du cabinet et du contrôle au ministère.

*Postes et télégraphes.*

- MM. Fribourg, inspecteur général des postes et des télégraphes.  
Lefebvre de Laboulaye, directeur de la Caisse nationale d'épargne.

*Colonies.*

- M. J. Haussmann, chef de division à l'administration centrale des colonies.

*Ministère de la marine.*

- M. Gigault de la Bédollière, contre-amiral, sous-chef de l'état-major général de la marine.

*Ministère de la guerre.*

- MM. le général Derrécaigaix, sous-chef de l'état-major général de l'armée, directeur du service géographique de l'armée.  
le docteur Chambé, médecin principal de 1<sup>re</sup> classe, secrétaire du comité technique de santé.  
d'Estouvelles, directeur du service intérieur au ministère de la guerre.

*Ministère de l'agriculture.*

- MM. Tisserand, conseiller d'État, directeur de l'agriculture.  
Daubrée, directeur des forêts.

*Ministère de l'instruction publique.*

- MM. Gréard, vice-recteur de l'Académie de Paris.  
Buisson, conseiller d'État, directeur de l'enseignement primaire.

*Ministère de la justice.*

- M. Boulloche, directeur des affaires criminelles et des grâces.

*Ministère des affaires étrangères.*

- M. Hanotaux, ministre plénipotentiaire, directeur des consulats et des affaires commerciales.

*Secrétaires.*

- MM. de Foville, membre du conseil.  
Fontaine (Arthur), membre du conseil.  
Turquan (Victor), membre du conseil.

*Secrétaires adjoints.*

- MM. Liégeard, sous-chef du bureau de la statistique générale de France, au ministère du commerce, de l'industrie et des colonies.  
March, sous-chef de section à l'Office du travail.  
Miquel, rédacteur au bureau de la statistique générale de France, au ministère du commerce, de l'industrie et des colonies.

Fait à Paris, le 24 juillet 1893.

TERRIER.